

Le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont parlé à maintes reprises d'une lettre envoyée, selon eux, par M^{me} Thatcher au premier ministre canadien, dans laquelle elle aurait dit que le premier ministre britannique s'engageait à appuyer la position canadienne. Le ministre peut-il nous promettre de communiquer avec le gouvernement britannique pour demander l'autorisation de déposer cette lettre à la Chambre des communes, afin qu'elle ne soit pas dissimulée aux Canadiens?

M. MacGuigan: Madame le Président, le premier ministre de Grande-Bretagne répétait dans cette lettre qu'elle tiendrait la promesse faite précédemment à notre premier ministre.

M. Beatty: Déposez-la!

Une voix: Laissez-nous la voir.

M. MacGuigan: C'est une promesse qui va de pair avec toutes les autres que nous avons reçues du gouvernement britannique.

M. Clark: Pourquoi la cacher?

M. MacGuigan: Il n'y a rien d'extraordinaire dans cette promesse.

Une voix: Eh bien alors, déposez-la.

M. MacGuigan: Chaque fois que nous avons rencontré des représentants du gouvernement britannique à ce sujet, depuis le début, les mêmes promesses nous ont été faites. En outre, comme je l'ai déjà dit, c'est ce que les gouvernements britanniques ont toujours fait. Nous n'avons nullement l'intention de mettre le gouvernement britannique ou un autre dans l'embarras en publiant de la correspondance diplomatique.

[Français]

LE JUGEMENT DE LA COUR D'APPEL DU MANITOBA—LA
POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean Lapierre (Shefford): Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Malgré la brève annonce du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et afin de dissiper les inquiétudes et les doutes alarmants qui ont hanté la conscience de plusieurs députés de l'opposition officielle sur la légalité de l'action constitutionnelle du gouvernement, le très honorable premier ministre pourrait-il rassurer la Chambre et le public canadien en leur communiquant la substance des conclusions de la Cour d'appel du Manitoba?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, malheureusement je ne peux pas donner les détails parce que je n'ai pas vu le texte du jugement, mais le ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social m'a dit, il y a quelques minutes, que la Cour d'appel du Manitoba avait sur les trois points qui lui ont été proposés

Questions orales

rendu un jugement favorable à l'initiative dont est saisie la Chambre en disant qu'elle était légale et ne portait pas atteinte à la juridiction des provinces.

* * *

● (1440)

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ENTRETIENS AVEC LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et porte sur la visite qu'il a rendue au général Haig la semaine dernière. Les Américains ont fait savoir qu'ils vont réduire leur aide extérieure de 25 p. 100. L'aide qu'ils donnent actuellement, surtout dans le cas du Salvador, n'est pas du tout destinée aux pauvres. Cela dit et étant donné que le ministre a dit de ses entretiens avec le général Haig qu'ils avaient été excellents, je voudrais savoir s'il a abordé avec lui le sujet du Salvador. Lui a-t-il parlé du sommet Nord-Sud qui aura lieu à Ottawa et lui a-t-il demandé dans quelle optique les États-Unis y participeront?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je vais envisager de répondre à ces questions si je peux me souvenir de toutes. J'ai en effet interrogé M. Haig sur ces deux sujets. Je lui ai posé la question du sommet Nord-Sud, mais je ne lui ai pas demandé de me fournir de réponse parce que le nouveau gouvernement venait juste d'entrer en fonction. En tout état de cause, ce dernier étudie activement ce dossier.

En ce qui concerne le Salvador, j'ai exposé très clairement la position du gouvernement. Nous sommes contre la livraison d'armes offensives et je l'ai bien laissé entendre à M. Haig. Ce dernier m'a fourni, pour sa part, des renseignements sur la situation au Salvador que j'ignorais. Dans l'ensemble, nous avons eu des entretiens très fructueux sur le dossier de l'Amérique centrale.

Contrairement à ce qu'a laissé entendre mon honorable collègue, il ne faut pas croire que les Américains vont réduire leur programme d'aide global. L'administration américaine semble pour l'instant être en désaccord à ce sujet. Comme l'ont déclaré par la suite les représentants des communautés européennes, j'ai dit, pour ma part, très expressément que ce serait une tragédie pour le monde ainsi que pour les États-Unis eux-mêmes si ces derniers devaient réduire les crédits consacrés actuellement à leur programme d'aide.

LA DATE DE LA RENCONTRE DU PREMIER MINISTRE AVEC LE
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au très honorable premier ministre. Je voudrais lui demander s'il est déjà entré en contact avec le président Reagan et sinon ce qu'il a l'intention de faire pour convaincre le président Reagan d'assister à la conférence au sommet Nord-Sud qui doit se tenir à Ottawa.